

Formidables bouleversements. Impossible d'en proposer une « théorie générale », une image globale ou d'en faire un récit complet. Chaque jour une moisson d'événements considérables et hier encore inimaginables.

Et chaque jour la découverte d'un texte, d'un livre, d'un article de presse, classique ou « en ligne », d'un documentaire ou d'un film [1] qui propose une idée, une nouvelle lecture, une piste de compréhension.

C'est un vertige. À la fois impressionnant et exaltant.

Cet article porte l'empreinte nécessairement impressionniste de ces sentiments mêlés.

C'était déjà la marque de ce que m'avait suggéré le mouvement des retraites en 2010, mouvement foisonnant, où je percevais une tonalité bien différente de ce qu'ont voulu y voir tous ceux qui, croyant n'assister qu'à une bataille « revendicative », ont conclu avec accablement à sa défaite... qu'ils avaient d'ailleurs évidemment annoncée dès la première minute !

Quand les « gens » s'occupent de ce qui les regarde...

François Chesnais conclut son article dans le présent numéro par une métaphore superbe que je vous laisse découvrir. Mais il démontre à quel point nous entrons dans un univers non encore « cartographié », où les grilles de lecture anciennes ne sont plus opérantes, où il s'agit d'être attentif à ce qui surgit. Son article prouve qu'il ne s'agit pas de s'y aventurer sans « biscuits ». En recommandant de puiser dans Marx des outils que l'on avait jusque-là peu sollicités, il ne nous invite pas à nous abandonner à la griserie du tout « nouveau », mais à nous débarrasser des vieilles « lunettes », si familières et confortables, mais qui ne sont au-

jourd'hui plus adaptées. C'est un effort considérable mais absolument nécessaire. [2]

Car la situation est globalement d'une véritable *nouveauté*. Les bouleversements majeurs, nous les avons tellement annoncés et tant rêvés [3] qu'il est presque difficile de les **voir** pleinement lorsqu'ils commencent à se dérouler devant nos yeux. Surtout si on cherche à y reconnaître à tout prix une image inscrite dans nos « rétines intellectuelles » et à laquelle ils ne ressemblent pas du tout !

La plupart des analyses que je vois circuler dans les publications électroniques des groupes les plus divers qui constituent la nébuleuse « révolution-

naire » sont marquées par un trait commun : la tentative d'analyser les événements (Tunisie, Égypte, Grèce, Espagne, pour ne rien dire des émeutes anglaises ou des « occupations » de places aux États-Unis par exemple) en y appliquant une grille de lecture qui revient à les juger par comparaison avec les événements révolutionnaires du passé. Or, il est clair qu'on peinerait à y reconnaître la prise du Palais d'Hiver ou le soulèvement parisien pour défendre les canons de la Garde nationale... Surtout quand on a fini par se convaincre d'une vision fantasmée de ces événements glorieux, qui doit davantage à Eisenstein ou au réalisme socialiste qu'à la réalité chaotique de l'Histoire vivante.

Toujours est-il que leurs jugements sont sévères ! Tous ces mouvements sont « sous-politiques », « apolitiques », « sans programme », « pauvres philosophiquement : vous vous rendez compte, “indignés”, ce n'est pas un programme ! » Vivement qu'une avant-garde sévèrement blindée idéologiquement vienne fertiliser ce terreau (par ailleurs terriblement « classes moyennes », pour ne pas dire « petit-bourgeois ». Mais les gros bataillons de « la classe » y mettront bon ordre !).

En dehors de celui de François Chénais déjà évoqué, et qui permet de percevoir l'ampleur réelle de ce qui se joue, trois articles dans ce numéro manifestent au contraire avec succès la volonté de regarder ce qui est, de le décrire, de tenter d'en cerner les traits nouveaux.

C'est ainsi que Jacques Chastaing, qui nous avait aidés à « sentir » la révolution égyptienne en nous faisant profiter de la connaissance directe et « intime » qu'il a de ce pays, nous emmène cette fois en Chine, où le même exercice n'est évidemment (et mal-

heureusement) pas possible. Mais le choix qu'il fait de puiser dans la littérature chinoise d'aujourd'hui ces mille détails de la vie « réelle », décrite par des écrivains actuellement présents dans leur pays ou émigrés (de force, souvent après avoir pris part à Tienanmen), nourrit mieux notre compréhension que ne le ferait le renvoi aux seuls « experts » de ce pays immense (dont il conseille évidemment par ailleurs la lecture !).

De leur côté, Christiane Fourgeaud et Samuel Holder ont exploré les événements en Grèce en se nourrissant de la connaissance directe (nécessairement partielle) du pays, en puisant dans des événements locaux, à la recherche d'indices vivants, plutôt que de plonger dans l'abondante production des diverses organisations grecques (en particulier d'extrême gauche).

Enfin, Catherine Sauviat nous fait bénéficier de la rigueur de sa démarche d'universitaire pour nous rapporter les observations minutieuses qui donnent à voir le mouvement *Occupy Wall Street*, et elle nous signale les sources où l'on peut aller nous-mêmes puiser directement là où coule cette vie enfin... « vivante » qui s'est mise à grouiller au pied du temple où sont réunis les instruments de mort les plus puissants que l'homme ait su construire : le capitalisme financiarisé.

ÉCOUTER, OBSERVER,

SE MÉFIER DES « FILTRES »

ET DES PRÉJUGÉS

C'est également à cette attention que nous invite Alain Bertho, professeur d'anthropologie à Paris 8, auteur de *Le temps des émeutes* (Bayard 2009). Il a présenté sur ce thème une communication passionnante lors du sé-

minaire « Du public au commun » dont j'ai déjà parlé dans le numéro 45 [4] de *Carré rouge*. Il suit avec attention depuis des années le développement et l'intensification du phénomène émeutier, et il a accordé une attention très grande à ce qui s'est passé en Angleterre cet automne. Cela ouvre de très nombreuses pistes de réflexion sur lesquelles je le suis très volontiers. Mais il est très important de l'écouter quand il affirme de toutes les manières possibles que jamais une émeute n'est gratuite. Elle est toujours, comme le disait Martin Luther King, « le langage de ceux que l'on n'écoute pas ». Et lorsque comme dans ce cas elle n'accède pas à la parole, faute en particulier d'avoir trouvé le relais d'autres couches de la jeunesse (ce qui avait déjà été le cas en France en 2005), il faut absolument considérer qu'elle « parle » par les actes, en mettant en jeu son corps et sa liberté. Il est intéressant de nous y arrêter nous aussi, sous des angles qu'il n'aborde pas dans sa communication. Les pillages, les saccages et surtout les vols massifs d'objets de consommation prestigieuse ont marqué la spécificité de ce mouvement bref et violent. Cela le différencie de celui de 2005 en France par exemple, où il y avait eu peu de phénomènes de ce type, et peu d'affrontements directs avec la police. Or cette caractéristique dit deux choses qui marquent la situation nouvelle enregistrée un peu partout dans le monde ces derniers mois.

D'abord, nous sommes à un moment particulier où il est toujours plus difficile pour le capitalisme de boucler le cycle de valorisation du capital, notamment dans les vieux pays capitalistes. Il s'est sorti de son impasse, pendant une période historique extrêmement longue, en recourant au crédit, à l'endettement privé en mê-

me temps que d'État. Il a dit aux gens, et en particulier aux jeunes les plus défavorisés (par ses soins), avec un déferlement publicitaire d'une force incroyable : « Tiens-toi tranquille, achète un écran plat et un smartphone avec ta carte de paiement, ton crédit revolving. Ton salaire est n'importe comment trop faible pour que tu puisses le faire avec de l'argent liquide. Allez, jouis immédiatement, sans délai, d'une consommation-addiction ».

Désormais, ça ne marche plus. Plus de carte de crédit pour les pauvres ! Plus de consommation. Bavez d'envie sur le luxe maintenant affiché sans restriction (Londres est à cet égard à un niveau très supérieur à Paris, et Harrod's ridiculise le Printemps ou le BHV!) et allez crever ! C'est une privation brutale, et il revient aux polices d'en « gérer » les conséquences. Mais ce tournant, ce reflet à petite échelle du gros problème massif et sans échappatoire de la « dette », vient rencontrer un autre phénomène.

Ce sont globalement des émeutes où les *actes* seuls ont « parlé ». Mais quelques *paroles* ont tout de même émergé. On a entendu des « émeutiers » (assommés par les tribunaux d'exception tout de suite actionnés avec une implacable brutalité) parler de leurs vols d'objets de consommation prestigieux en affichant un « *entitlement* » à le faire, mot que l'on pourrait traduire en évoquant une sorte de « droit », de « possession d'un titre » à s'en emparer. Plus articulés, certains ont même dit qu'ils *reprénaient* ainsi les impôts versés. Charles Bremner, journaliste du *Times* à Paris, qui rapporte ces propos, les éclaire ainsi : on a mal perçu en France l'ampleur du scandale, de l'indignation suscitée par la découverte de l'usage que des parlementaires nombreux

ont fait de leurs notes de frais, équipant avec l'argent des contribuables leurs résidences principales et secondaires en TV à écrans plats luxueuses et autres dépenses somptuaires (ou au contraire parfois *dérisoires*, comme pour mieux marquer leur cynique désinvolture vis-à-vis de la dépense). Or ces deux caractéristiques sont des traits communs aux événements qui, depuis Sidi Bouzid en Tunisie, marquent le changement radical en train de se développer.

D'une part le cul-de-sac économique, le pillage éhonté, désormais direct, par une oligarchie (et en son cœur, une ploutocratie, un groupe constitué des plus riches, mais ne se limitant pas à eux, et intégrant certaines couches de « valets » de luxe, comme la bande de Sarkozy. Au total, la tablée du Fouquet's en mai 2007) ; la disparition de tout sens de l'intérêt général ; des gouvernements qui soit pillent (Ben Ali ou Moubarak en sont une très bonne illustration), soit n'ont pour fonction que de s'assurer que, désormais, **tout** ira directement dans les poches des très riches. Et en France, comme le démontrent les chiffres publiés par le SNUI et SUD Trésor, la **totalité** (en fait, au-delà) de l'impôt sur le revenu est reversée *directement* à ceux qui détiennent les titres de la « dette ». C'est le « service de la dette », c'est-à-dire les seuls intérêts qu'elle produit, tandis qu'elle continue mécaniquement de croître, processus analysé par Louis Gill, dans le livre dont Christian Lavault rend compte dans ce numéro de *Carré rouge*.

Les conséquences de tous ordres en sont considérables :

- l'appauvrissement brutal de couches entières, comme cette *underclass* britannique à laquelle **plus aucun rôle social n'est proposé** (une proportion énorme de *chômeurs*

[« titre » certes peu valorisant, mais qui reste porteur d'une sorte de « qualité » sociale] sont désormais considérés comme des *handicapés* auxquels on verse une obole pour ne pas mourir...), couches qui ne sont plus représentées politiquement par quiconque, qui ne se voient même plus proposer de *se sentir*, de *s'imaginer* partie composante d'une « classe » sociale ou d'une « couche » dotée d'intérêts ;

- corruption sans limite et, pourrait-on dire, sans *gêne*, où l'argent est massivement confisqué et détourné, brisant au passage tout sentiment qu'existe un État représentant (ou même prétendant représenter) un « intérêt commun », un intérêt « général ». L'impôt sur le revenu capté et détourné vers les poches des plus riches, c'est la contribution la plus immédiatement perceptible de *chacun* à des services *communs* qui est volée par une couche parasitaire. Il n'y a plus d'intérêt général, alors que celui-ci avait toujours été invoqué (bien sûr frauduleusement) pour faire taire les revendications présentées comme « particulières », voire « corporatistes », ce qui en faisait le levier le plus important du maintien de l'ordre de l'exploitation.

Alain Bertho voit dans ces deux composantes (que l'on retrouve partout où les émeutes se répandent comme traînée de poudre) la disparition du double dispositif de représentation forgé au fil des siècles : l'État est censé représenter la Nation, tandis que les partis sont supposés représenter les classes ou les couches sociales. Cet effondrement est proprement **historique**.

DES TRAITS COMMUNS

C'est peut-être ce qui marque tous les mouvements de ces derniers mois, de la Tunisie à l'Angleterre, de l'Égypte à

la Grèce, de l'Espagne aux États-Unis. Voyons-en quelques expressions.

• « **Nous sommes les 99 % !** » Superbe trouvaille ! Mais pas seulement. Elle ne résout évidemment pas de manière « stable » le malaise que nous éprouvons depuis des années, qui me fait personnellement parler des « gens » pour ne plus dire « la classe ouvrière » ou « les travailleurs et les jeunes », toutes expressions qui, pour le moins, sont évidemment en crise. Mais ces 99 % disent tout de même quelque chose de considérable : ils traduisent de manière concentrée la prise de conscience au total très large de *l'existence* de ce 1 % qui prend tout, qui a colonisé totalement les gouvernements pour en faire les simples exécutants de la tonte intégrale de toutes les richesses. D'un point de vue « technique », la couche ploutocratique/oligarchique doit effectivement représenter à peu près cette proportion de la population. Mais la prise de conscience de son *existence*, son identification marquent sans aucun doute une évolution de la subjectivité d'une grande portée.

En France, l'épisode Bettencourt (à rebondissements), sa combinaison avec le valet Woerth et la bande Sarkozy, la « bande du Fouquet's », a fait plus pour lever les foules contre la réforme des retraites que le mot d'ordre (par ailleurs juste) de 37, 5 annuités ! Il a nourri la rage de vivre contre ceux qui veulent gâcher les quelques améliorations gagnées de haute lutte dans une vie de travail.

• On est frappé que les soulèvements ne posent pas les problèmes en termes de *revendications*. Ils ont des *exigences* ! Et celles-ci touchent autant et plus le « manque à vivre », l'éthique, la justice. Les vieux partis (petits ou plus grands) ont du mal à le concevoir, et, dans le meilleur des cas, tendent à « trade-unioniser » ce

mouvement.

• Le soulèvement a en effet une immense composante morale, éthique. *L'indignation* en est un moteur puissant, si puissant qu'il peut faire oublier la peur, comme l'événement déclencheur de Sidi Bouzid en Tunisie en décembre dernier l'a montré. Et *l'indignation* est si forte que, dans des conditions données où elle a pu entraîner des couches très diverses, elle a même gagné ! La puissance de ce sentiment est un *fait*. Le titre que Stéphane Hessel a donné à son petit livre a cette vertu. La plupart de ceux qui y ont fait allusion et l'ont emprunté y ont vu un étendard. C'est ce qui lui donne la force d'un fait. Et c'est ce qui lui fait perdre son temps (ou prendre les gens pour des crétins) que de se lancer dans des diatribes ou dans une pseudo-discussion philosophique pour en critiquer la « faiblesse théorique » ! Pour dire les choses brutalement : on s'en fout ! Ce n'est pas le problème [5].

• Le rêve d'une « normalisation » politique plus ou moins classique est (pour l'instant au moins) vain. En Égypte, le secret espoir que les élections ramèneraient le jeu dans les limites familières de la « représentation parlementaire », de la « délégation » du pouvoir de s'occuper des choses de la vie à un petit groupe bien policé vient de se heurter au rebond de la mobilisation populaire. La place Tahrir reprend la main, et *Libération* du 28 novembre parle même d'une « situation de double pouvoir ». On peut parier que les entourloupes italienne et grecque, ou que les élections par défaut en Espagne ne sont pas promises à un plus brillant avenir. Elles ne feront en tout cas rien pour réhabiliter l'État comme représentation légitime de la Nation, ni pour rétablir les partis comme représentation des intérêts de classe. Le

problème soulevé par Alain Bertho reste complètement d'actualité.

POLIS/POLITIQUE

Mais cela se combine avec une autre considération. Tous les dispositifs électoraux et leurs variantes relèvent des mécanismes de régulation des conflits sociaux, destinés à faire fonctionner la machine en faisant en sorte que les gens « renoncent à s'occuper de ce qui les regarde » (définition de *la* politique pour Paul Valéry — et non Anatole France comme je l'ai dit par mégarde dans le numéro 45 !). La société, la cité sont mises en ordre, « civilisées », « policées ». Et voilà que les « gens » (les « 99 % ») sont sortis, et ici et là se sont mis à s'occuper de ce qui les regarde. Je considère que c'est la mise en route *du* politique. Jacques Rancière a établi cette dichotomie : D'un côté la « *polis* », qui maintient chacun à sa place, en assigne une à chacun. Elle fait entendre que la seule « politique » possible est celle qui a pour objectif la conquête ou la conservation du pouvoir, exercé par un groupe qui y a droit, connaît les codes, est professionnalisé. De l'autre, « *la politique* », où les gens sortent de la case qui leur a été assignée, prétendent se mêler de ce qui était le monopole des politiques, ceux de la *Polis*. Les places sont contestées. Les gens s'expriment sur tout.

On avait vu cette *irruption* en 2005 en France, lorsque des dizaines de milliers de gens « ordinaires » s'étaient mêlés de ce Traité constitutionnel européen conçu pour être incompréhensible, en avaient débattu, l'avaient rejeté, avaient semé le trouble en votant « Non », contre tout ce qui compte dans la « Polis » ! La manière dont leur vote a été *annulé*, en France, mais aussi aux Pays-Bas ou en Irlande n'est pas étrangère à la cri-

se aigüé de la représentation, nourrissant en retour le surgissement des « gens » dans l'arène publique.

ÉLOGE DU

SPONTANÉISME ? NON,

GUIDE POUR L'ACTION

Alors, s'asseoir sur le bord du chemin et admirer l'initiative, le courage, la créativité des « masses » ? C'est peut-être mieux et moins dérisoire que de tenter de leur faire la leçon, ici trop naïves, là dépourvues de programme, là encore trop peu radicales. *Primum non nocere* (« D'abord ne pas nuire »), disent les médecins. Sans leur accorder plus d'importance et d'influence qu'ils n'en ont, j'ai tout de même tendance à considérer que l'une des raisons pour lesquelles il n'y a pas de mouvement des « indignés » en France est en partie le fait que les militants « d'avant-garde », qui se sont malheureusement convaincus qu'ils avaient un « électorat », sont en quelque sorte neutralisés, distraits, épuisés, détournés de la tâche de faire naître un tel mouvement ou de le nourrir par les tâches que leur impose cet électoralisme incroyablement déplacé. Difficile de démarcher en même temps les maires pour obtenir leur signature et d'animer les tentatives de rassemblement des « gens »

Mais non, il ne s'agit pas d'admiration béate. Ce sont des « guides pour l'action » qui découlent de ces considérations, quels que soient « l'action » et l'endroit où elle s'ancre.

• Nous n'avons pas à « tancer » les « gens » pour « l'insuffisance » de leur programme, le manque de « radicalité » de leurs propos, mais nous pouvons les nourrir, leur soumettre des analyses, une « expertise » dont ils sauront « digérer » ce dont ils auront besoin. C'est le rôle que jouent de

plus en plus nombre d'universitaires dont les travaux permettent d'étayer l'action des citoyens, et dont la notoriété court par des réseaux secrets qui échappent aux « grands » médias. En attestent le succès de certains ouvrages (dont celui de François Chesnais sur les dettes « illégitimes »), la multiplication des petites réunions décentralisées dans les librairies, les troquets un peu « branchés » où leurs auteurs viennent animer ce que nous tentions autrefois de faire avec nos « cellules » ou nos « cercles » avec bien moins de succès...

• Nous pouvons en permanence, et sous des formes infiniment diverses, contribuer à « universaliser », c'est-à-dire à « politiser » ce qui est un *cri*, et certainement pas nous dresser en donneurs de leçons face aux émeutiers dont le *cri* nous paraît trop inarticulé ou trop peu « politique »

• Mais de manière plus précise, nous pouvons faire le choix en toute chose d'aider au mouvement spontané par lequel les « gens commencent à s'occuper de ce qui les regarde ». Je voudrais pour terminer en donner quelques exemples, que je considère comme extrêmement concrets.

□ Des sommités de la médecine et des spécialistes des questions de santé viennent de prendre l'initiative d'éditer un livre (que Nadine et Alain Floury « chroniquent » dans ce numéro de *Carré rouge*). Ce qui compte, c'est que ces experts, très attachés à leur profession, bouleversés par le résultat des politiques de saccage dans ce domaine, décident d'en appeler au peuple, aux « gens » que cela regarde (les 99 %), et leur livrent le produit de leur expertise, en considérant que *c'est à eux d'en débattre et d'en décider*. On sort de la « polis » pour entrer dans la « politique » par cette invitation à sortir de sa « place » (une victime ignorante, accablée par ce qui est

présenté en permanence comme une fatalité) pour mettre son grain de sel, et, s'appuyant sur l'expertise, troubler le jeu par une intervention directe dont les comités pour le « non » ont donné le modèle en 2005. La question n'est pas tant de savoir si les propositions qu'ils font sont assez « radicales » que de savoir **qui** doit s'en emparer pour leur donner la moindre chance de se mettre en place. C'est donc le **mouvement** politique contenu dans cette initiative qui en fait toute la valeur. Il est résumé dans la dernière partie de leur livre, intitulée « synthèse », qui commence par ces mots : « *Toutes ces propositions sont soumises à la discussion des citoyens, de leurs associations, mouvements, organisations syndicales et partis politiques. Elles ont vocation à être complétées ou révisées.* » Tout dépendra d'une seule chose : que le mouvement s'en saisisse et les prenne au mot.

□ Contre-exemple partiel avec l'incident « électoral » mettant en jeu Eva Joly. Cette dernière a manifesté son manque de « professionnalisme » dans le « métier » de la politique. Au lieu de se réjouir avec ses alliés Verts du succès des négociations secrètes et « polissées », parfaitement « professionnelles », elles, avec le PS, elle s'est cabrée contre le manquement à la parole marqué par l'abandon de l'engagement à en finir avec l'EPR. Elle sort de sa place ! Elle prend au sérieux ses engagements. Elle a des convictions. Mépris, scandale, débats absurdes, avalanche de cynisme.

Cette non-professionnelle de la politique prendrait donc au sérieux « l'indignation » devant le double langage, les privilèges des élus, leur carriérisme, leur désinvolture ? Grand bien lui fasse ! J'approuve pleinement.

Mais à un détail près, essentiel. Le nucléaire, pour la première fois depuis son origine militaire puis civile,

en France au moins, et en fait partout, et même au Japon, a franchi les frontières des initiés, est devenu, même un peu, objet de discussion générale. En partie grâce au travail qu'ont fait les Verts, le déclencheur Fukushima a soumis cette question aux « gens », qui ont commencé à sérieusement y voir quelque chose « qui les regarde » (il se trouve qu'ils ne s'intéressent pas seulement à leur portemonnaie, mais aussi à la santé de leurs enfants, à la leur propre, et à l'habitabilité de la seule planète qu'ils connaissent !). Les Verts engagent des discussions avec le PS en vue d'une perspective gouvernementale partagée. Mais Eva Joly (et son entourage), si elle a raison de dénoncer l'abandon de l'engagement pour un plat de lentilles, oublie d'en appeler aux « gens », désormais sensibilisés à cette question, pour leur remettre entre les mains cet arbitrage, leur proposer de s'en emparer, de s'en « occuper ». dans ce domaine aussi, il n'y aura de changement que si les « gens » s'en mêlent.

□ Nous nous demandions dans *Carré rouge* comment nous pourrions faire entrer le problème de l'illégitimité des « dettes » dans ces tuyaux mystérieux pour les gens de notre génération, et par lesquels passe cette très grande connectivité des jeunes en particulier. Comme toujours, les choses ne se sont pas passées comme prévu, et par une tout autre combinaison, cette question de la « dette » a fait irruption dans le débat public où elle occupe désormais une place digne de son importance. Mais ce débat a eu une incidente inattendue. Dans certains cercles (et apparemment dans le stage de fin d'été du NPA) on s'est affronté sur le mot d'ordre : fallait-il combattre pour que

se mettent en place des *comités d'audit* de la dette, et demander la dénonciation de *la partie* de cette dette qui est « illégitime », ou brandir un mot d'ordre plus « radical » d'abrogation de *toute* la dette ? Querelle bizantine ? Non. Toute la puissance « révolutionnaire », la force « politique » de la chose tient à la proposition de constitution de *comités*, à l'image de ceux qui, en 2005, ont travaillé, décortiqué le projet de TCE, permettant ainsi aux « gens » de s'en emparer, de s'y confronter, de s'en approprier la critique, et donc de se mobiliser et de mobiliser autour d'eux. En établissant la composition de cette dette, en distinguant ce qui doit être honoré, en fouillant pour comprendre qui en détient l'essentiel et comment, ce sont les « gens » qui comprennent mieux qu'ils sont eux-mêmes les 99 % en établissant la liste de ceux qui constituent le 1 % qui rafle tout et détruit leurs existences. Le problème n'est pas la « pureté » supposée du mot d'ordre, mais le *processus* par lequel les « gens » en font leur affaire.

En tout cas, si la « cartographie » de la zone de tempête dans laquelle nous sommes entrés à l'échelle mondiale n'a jamais été faite, ce retour à la vie et à son incertitude est passionnant. Contre François Furet, contre les prophètes mortifères de la « fin de l'histoire », nous ne sommes décidément pas « condamnés à vivre dans le monde tel qu'il est » [6]. Ne serait-ce d'ailleurs que parce que s'il restait comme il est il en crèverait, et nous avec !

Notes

1- Le dernier en date, hier, *Tous au Larzac*, documentaire de Christian Rouaud (qui

avait déjà proposé le formidable *Lip, l'imagination au pouvoir* en 2007) à voir toute affaire cessante : une tragédie haletante, une comédie haute en couleur, une merveille.

2- Plus prosaïquement, pour dire mon malaise vis-à-vis de concepts dont le substrat matériel a disparu ou a été fondamentalement modifié, j'ai recours depuis des années à une image empruntée aux dessins animés : un personnage est poursuivi par quelqu'un qui lui veut du mal. Il court, arrive au bord d'une falaise et... continue de courir au-dessus du vide. Jusqu'au moment où il perçoit ce vide et chute. Une autre image tout aussi saugrenue et aussi peu académique s'impose désormais à moi lorsque je reçois les publications électroniques de plusieurs groupes qui se sentent d'avant-garde : c'est celle de ces étoiles si éloignées de nous que leur lumière nous parvient alors qu'elles se sont éteintes pendant la durée du trajet de la lumière.

3- Une plaisanterie cruelle disait ainsi que les lambertistes (ou la LCR, ou les économistes, les cibles variant selon l'émetteur) avaient prédit dix des deux dernières crises...

4- L'enregistrement intégral de son intervention sera probablement en ligne sous peu, sur le site de ce séminaire, que l'on rejoint en demandant à Google « du public au commun ». Son intervention a duré une demi-heure environ, et l'audition devrait être confortable.

5- Stéphane Hessel passe d'ailleurs beaucoup de temps à rétro-pédaler avec vigueur : il fustigeait ainsi cet été les « indignados » espagnols en les invitant sur un ton très grand-père Fouettard à réintégrer les partis et les syndicats !

6- Dernière phrase de son bouquin *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Éditions Robert Laffont et Éditions Calmann-Lévy, Paris, 1995, qui fut un véritable manifeste de la contre-révolution idéologique en France et peut-être au-delà.